



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale  
(FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre  
0690.28.19.86  
fsas.cgtg@laposte.net  
www.veyatifsascgtg.org



## Déclaration Fédérale- Décembre 2021

### Après la signature de l'accord de méthode en vue d'une négociation faisant suite au mouvement social et populaire.

*En préambule, il est nécessaire de rappeler que la FSAS-CGTG n'est pas anti-vaccins, encore moins conspirationniste si tant est ce mot avait un sens pour faire avancer le débat sainement et **scientifiquement**. Elle n'est pas anti-vaccins parce qu'elle défend les intérêts, entre autres, de soignants qui s'y connaissent parfaitement en vaccins. Elle est partisane du principe de précaution et de la méthodologie scientifique connue et reconnue depuis tantôt, ainsi que de choix et stratégies sanitaires conformes à l'intérêt général et non aux intérêts particuliers de puissances économiques. **A partir de ces principes indéfectibles, la FSAS-CGTG affirme que :***

- **Considérant** son positionnement inchangé, depuis le début de la crise sanitaire et singulièrement depuis sa déclaration de Décembre 2020, sur le choix d'une autre stratégie sanitaire pour répondre à la pandémie et contre le choix d'un « vaccin » expérimental issu d'une nouvelle technologie.
- **Considérant** l'inefficacité patente de ces produits présentés comme étant des « vaccins », l'échec du passe sanitaire à géométrie variable en fonction des intérêts économiques, mais aussi de l'entêtement de ce gouvernement à vouloir imposer une politique qui n'a rien de sanitaire.
- **Considérant** les nombreuses réformes ayant détruit le service public de santé depuis deux décennies, seules responsables de la non-assistance aux patients malades de la COVID et de la mortalité y afférente.
- **Considérant** la responsabilité absolue de ce Gouvernement dans la tragique gestion de cette pandémie avec ses erreurs, ses mensonges et ses choix inadéquats.
- **Considérant** la propagande mensongère et officielle laissant à faire croire une progression de la « vaccination » chez les professionnels de santé alors que la très grande majorité des professionnels qui ont présenté un document sont des rétablis de la COVID. Par ailleurs, la pression psychologique et les raisons économiques ont fini par « convaincre », ce qui nous renverra à la même situation ubuesque d'ici le mois de Février 2022 pour les rétablis et les futurs « troisième dose ».

- **Considérant** le plan machiavélique de l'ARS de remplacer les suspendus de Guadeloupe par une arrivée massive de professionnels extérieurs, risquant de générer des troubles graves dans un pays à fort taux de chômage – singulièrement dans la jeunesse.
- **Considérant** l'autre plan machiavélique de l'ARS de transférer les agréments des associations locales gestionnaires du médico-social à de grandes « firmes associatives » selon les directives Européennes.
- **Considérant** la mise au pas de la science rationnelle au profit d'une nouvelle « science » au service de la finance, comme le sont désormais et quasiment toutes les activités humaines.
- **Considérant** que les professionnels de la santé, du médico-social et des services à la personne n'ont commis aucune faute professionnelle, d'autant qu'ils étaient les seuls à affronter le virus sans protection lors des premières « vagues ».
- **Considérant** que de plus en plus d'hôpitaux, de structures sanitaires et médico-sociales commencent à réaliser leurs erreurs à appliquer cette loi qui les met en grande difficulté.
- **Considérant** la non-résolution de l'affaire Chlordecone, en dépit des dernières déclarations médiatiques d'une supposée reprise en main par la justice, et de son origine conçue et enfantée par le régime dérogatoire.
- **Considérant** le travail méticuleux d'information fait par les organisations vers la population, travail réussi malgré le martèlement officiel de contre-vérités scientifiques uniquement dans le but d'imposer l'injection ARNm plutôt que d'opter pour une stratégie moins couteuse et plus efficace.
- **Considérant** le mouvement social et populaire en Guadeloupe, depuis le 17 Juillet 2021, contre l'obligation « vaccinale », le passe sanitaire et pour la résolution des vrais problèmes sanitaires et sociaux de l'archipel.
- **Considérant** les justes revendications du collectif d'organisations en lutte découlant du mouvement social et populaire.
- **Considérant** l'attitude irresponsable et le mépris inadmissible de l'Etat, fuyant la négociation comme en 2009, face à ces justes revendications sociales et populaires.
- **Considérant** la tentative de l'Etat, via son bras armé qu'est l'ARS, de couper l'herbe sur les pieds de la négociation en promouvant l'escroquerie intellectuelle du « dialogue » infantilissant offert comme dernier recours aux professionnels rétifs à l'injection ARNm, véritable extorsion du consentement par la carotte ou le bâton.
- **Considérant** l'attitude responsable des élus de la Guadeloupe, en signant un accord de méthode visant à mettre en place une méthodologie de négociation avec un calendrier et des thématiques précis et clairs.
- **Considérant** la pression exercée sur la journaliste Lise DOLMARE, suite à sa détermination de présenter une émission télévisée libérant la parole sur un sujet désormais devenu tabou et dangereux : Les effets secondaires des « vaccins » ARNm.

## La FSAS-CGTG, en conséquence de quoi :

- **Condamne fermement** la volonté farouche du gouvernement d'imposer aux soignants, aux intervenants du médicosocial, du social et des services à la personne, aux enfants puis à toute la population, une stratégie dite « vaccinale » à répétition qui ne règle en rien cette pandémie mais jette le discrédit sur la science et remplit les poches des fabricants.
- **Dénonce et combat** toutes les tentatives de division de la population sur le fondement sanitaire.
- **Exige** de l'Etat une posture responsable par sa participation à la table de négociation.
- **Exige une dérogation à l'application de la loi du 05 Août 2021**. Ce qui fût possible pour le Chlordecone doit l'être pour la COVID.
- **Exige** la réintégration de tous les professionnels suspendus, salariés- agents et libéraux.
- **Récuse** toute tentative de licencier-écarter les suspendus sur la base de l'abandon de poste, issue trouvée par les autorités après la suppression du licenciement par le sénat, alors qu'ils ont été mis en situation de non-travail en total irrespect du contrat de travail.
- **Exige** l'arrêt des réformes et de la T2A, sources premières des difficultés hospitalières.
- **Exige** le respect de la liberté de prescrire des médecins, meilleur porte de sortie.
- **Exige** des moyens pour soigner et accompagner en toute sécurité.
- **Exige** des traitements efficaces, moins couteux et expérimentalement vérifiés dans d'autres pays. Des repositionnements de molécules sont avérés mais, jusqu'à ce jour, le déni des autorités est manifeste.
- **Exige** l'autorisation de vaccins conventionnels plus efficaces et moins chers, l'expérience Cubaine étant l'une des meilleures pistes.
- **Exige** la formation de jeunes professionnels dans la santé, le médico-social, les services à la personne... afin de combler le manque de personnels.
- **Exige** un véritable plan de réorganisation sanitaire, gérontologique et médico-sociale sur le fondement des réalités archipélagiques, sismiques, volcaniques et cycloniques de la Guadeloupe.
- **Appelle** tous les professionnels du sanitaire, du médicosocial, du social, des services à la personne et la population, à continuer la mobilisation contre la loi du 05 Juillet 2021. « Vaccinés » ou non, le principe du danger implicite de cette loi demeure toujours pour la société entière.
- **Soutient**, sans réserve aucune, Madame Lise DOLMARE qui symbolise le journalisme d'investigation et de débats contradictoires nécessaire à la compréhension des faits.

*Basse-Terre, le 13 Décembre 2021*